

51 députés LR défendent une autre politique énergétique

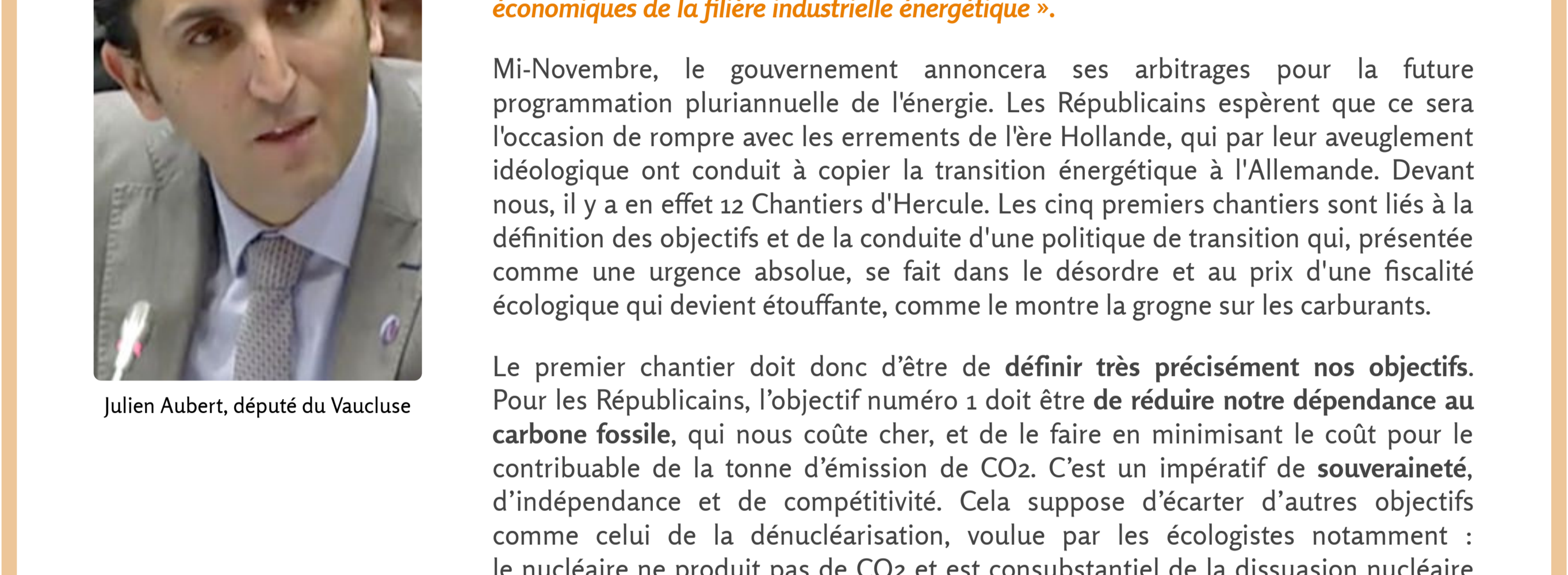
Aujourd’hui, la transition énergétique parle d’environnement mais oublie l’Homme. Elle est antisociale en taxant les pauvres et les ruraux pour les punir de leur mauvaise consommation. Elle se gausse de la science et du bon sens en refusant de regarder les rentabilités des énergies et en accusant le nucléaire d’avoir la rage pour mieux le noyer.



51 députés LR veulent remettre l’énergie nucléaire au coeur de la filière énergétique française. (photo : AFP/Archives - Philippe Desmazes)

J'aime 1 Partager Tweeter Partager

Par Challenges



Julien Aubert, député du Vaucluse

Cette tribune a été écrite par le député LR Julien AUBERT, député du Vaucluse, président d’Oser la France, rapporteur spécial des crédits "Environnement/Energie" pour la Commission des Finances et président du groupe d’études « Enjeux économiques de la filière industrielle énergétique ».

Mi-Novembre, le gouvernement annoncera ses arbitrages pour la future programmation pluriannuelle de l’énergie. Les Républicains espèrent que ce sera l’occasion de rompre avec les errements de l’ère Hollande, qui par leur aveuglement idéologique ont conduit à copier la transition énergétique à l’Allemande. Devant nous, il y a en effet 12 Chantiers d’Hercule. Les cinq premiers chantiers sont liés à la définition des objectifs et de la conduite d’une politique de transition qui, présentée comme une urgence absolue, se fait dans le désordre et au prix d’une fiscalité écologique qui devient étouffante, comme le montre la grogne sur les carburants.

Le premier chantier doit donc de définir très précisément nos objectifs. Pour les Républicains, l’objectif numéro 1 doit être de réduire notre dépendance au carbone fossile, qui nous coûte cher, et de le faire en minimisant le coût pour le contribuable de la tonne d’émission de CO2. C’est un impératif de souveraineté, d’indépendance et de compétitivité. Cela suppose d’écarter d’autres objectifs comme celui de la dénucléarisation, voulue par les écologistes notamment : le nucléaire ne produit pas de CO2 et est consubstantiel de la dissuasion nucléaire française. Cela signifie aussi de mener une transition énergétique qui privilégie la substitution d’énergies décarbonées au fossile, en privilégiant celles qui maximisent nos emplois industriels, minimisent notre coût budgétaire et notre dépendance aux métaux rares.

Conserver un potentiel nucléaire

Le second chantier est donc de remettre à plat nos différentes politiques de soutien, en les auditant de manière globale et sur des éléments chiffrés comparables. Il faut certainement réfléchir en coût complet pour le nucléaire (démantèlement, déchets) mais aussi pour les énergies intermittentes (moindre taux de charge, moindre durée, impact sur le réseau) ou la biomasse et introduire des éléments de paramètre comme la dépendance aux métaux rares, l’existence d’une industrie nationale, la nature des emplois créés. CITE, Certificats d’économie d’énergie (CEE), éco-prêts, la taxe carbone... les outils sont devenus nombreux et incompris. Afin de mieux piloter la coordination des objectifs nationaux et des initiatives locales, il est urgent pour cela de créer un commissariat de la planification énergétique, chargé de conclure des contrats d’objectifs et de moyens avec les collectivités territoriales pour éviter le doublonnage des moyens publics et le gaspillage, notamment au niveau du financement des études préalables. Cela veut dire arrêter de parler de programmation – politique, volontariste et souvent irréaliste – et faire une véritable planification – scientifique mais aussi budgétaire, avec une vue d’ensemble des territoires, des enjeux, des objectifs et des énergies.

Le chantier numéro 3 suppose de rester humble devant les incertitudes techniques et la variabilité des prix du marché : nous devons bâtir une transition énergétique flexible, c’est-à-dire capable d’encaisser les à-coups et d’être réorientée au besoin. Ceci tranche avec l’approche digne du Gosplan retenue par les présidents Hollande, puis Macron, consistant à fixer des objectifs extrêmement ambitieux dans des délais très courts, en négligeant la résistance sociale ou les coûts engendrés. Sous forme de slogan — -30% en 2030, -40% en 2040 — le politique produit du chiffre rond comme s’il s’agissait d’un problème théorique, et non d’un sujet concret et essentiel pour les besoins des Français. Le gouvernement oublie que nous pesons 1 % des émissions, et qu’il ne sert à rien de commettre un hara-kiri économique pour obtenir un impact mondial proche de zéro, car nous sommes déjà un pays peu producteur de CO2. De la même manière, il faut arrêter avec des choix définitifs comme le tout-électrique — ce qui exclut les formidables potentialités du biogaz ou de la filière hydrogène, qui bénéficieront d’un moindre accompagnement en termes d’infrastructures de support et ne pourront pas se développer de manière libre — ou la lente asphyxie de la filière nucléaire, au prétexte qu’elle serait finie.

Il résulte de ces trois constats deux chantiers qui en découlent logiquement : premièrement, il nous faut déployer l’énergie électrique dans les usages (véhicules électriques, chauffage) uniquement si elle est décarbonée, ce qui suppose d’éviter l’écueil allemand qui jumelle ses éoliennes avec des centrales thermiques et de penser la production avec l’utilisation. Ensuite, il nous faut investir massivement dans la recherche sur le stockage électrique et sur la gestion des réseaux, qui demain devront arbitrer entre des modes de production centralisés descendants (de type hydro-électrique) et des modes de production décentralisés remontants (de type photovoltaïque).

Concernant l’électrique, nous refusons d’opposer nucléaire et énergies renouvelables. Plusieurs chantiers méritent d’être ouverts : notre sixième chantier est de préserver le cycle nucléaire de retraitement des déchets en combattant la politique actuelle du gouvernement qui cherche à étouffer le projet de 4ème génération ASTRID. Sans cette quatrième génération, le problème du retraitement des déchets va devenir ingérable, et c’est bien ce qu’espèrent les adversaires du nucléaire : faute de solution pour transmuter les déchets, on devra entreposer du plutonium au fond des galeries du laboratoire souterrain CIGEO de Bure, contrairement à ce qui avait été promis aux populations locales en 1991. Alors que certains pays comme la Chine veulent investir dans la 4ème génération, nous allons sacrifier plusieurs années de recherche en organisant une impasse ? Ce serait criminel.

Notre septième chantier est bel et bien de conserver un potentiel nucléaire, c’est-à-dire nos capacités industrielles, nos emplois, nos savoir-faire. Plutôt que de décréter la mort des centrales les plus anciennes, au risque de provoquer une catastrophe sociale dans les départements concernés, et de tuer Orano, car ces centrales sont « moxées » c’est-à-dire qu’elles nourrissent l’usine de retraitement de La Hague, il convient de donner de la visibilité au secteur avec un plan, site par site prévoyant la fermeture prévisionnelle des tranches, les budgets de démantèlement fléchés, les déchets les moins dangereux pouvant être stockés sur place, et les tranches nouvelles devant être construites. Il ne s’agira pas forcément d’EPR et la France gagnerait à réfléchir à des modules plus petits, en travaillant notamment avec le Japon.

Notre huitième chantier doit être de planifier le déploiement du photovoltaïque dans une logique d’aménagement du territoire. Les recettes tirées de ces panneaux peuvent être un complément bien utile pour faire face aux variabilités de l’activité agricole par exemple. Voilà pourquoi, il faut encourager les agriculteurs à se doter de tels panneaux, en créant un fonds spécifique capable de descendre sur de petits investissements car le réseau bancaire et même la BPI sont trop frileux.

Un moratoire sur l’éolien

A l’inverse, sur l’éolien terrestre et maritime, qui fait face à une véritable fronde du fait de l’atteinte portée aux paysages ou au fond des prix des sites, il nous paraît préférable de déclarer un moratoire pour les projets où aucun consensus local n’est constaté. Ce neuvième chantier supposera de réévaluer le coût réel de cette technologie, disproportionné par rapport à ses avantages. Seul l’éolien flottant, plus loin des côtes, échapperait à ce moratoire.

Côté fossile, notre objectif devant être de réduire notre dépendance, nous devons agir au niveau des transports et du logement, mais en ciblant spécifiquement certains points. Notre dixième chantier est de structurer des filières nationales de biogaz, énergie essentielle de la transition énergétique, en obligeant la conversion de certaines flottes captives (taxis, poids-lourds, ambulances, véhicules de l’administration) pour créer un marché et une demande capable de tirer tous les atouts de cette filière. Côté logement et économies d’énergie, nous devons élaborer un plan ciblé sur les centres-villes anciens en demandant à la Poste de former ses agents au diagnostic énergétique, car c’est la seule manière de rentrer chez l’habitant, et en concentrant les aides sur la rénovation énergétique des logements chauffés au fossile, avec une prime à la casse des vieilles chaudières.

Le dernier et douzième chantier est le plus compliqué : il s’agit de remettre l’Homme au cœur de la transition énergétique et sortir de l’obscurantisme écologique qui sous couvert de catastrophisme cherche à imposer un modèle économique basé sur la décroissance ou le malthusianisme. Faire moins d’enfants, dégrader la qualité de vie des français, leur imposer des pylônes hideux ou des taxes absurdes ne les convaincront jamais de la nature des efforts. Aujourd’hui, la transition énergétique parle d’environnement mais oublie l’Homme. Elle est antisociale en taxant les pauvres et les ruraux pour les punir de leur mauvaise consommation. Elle se gausse de la science et du bon sens en refusant de regarder les rentabilités des énergies et en accusant le nucléaire d’avoir la rage pour mieux le noyer. C’est bel et bien une certaine idée de la place de l’Homme que les Républicains entendent porter dans le débat public.

Les signataires de la tribune :

- Julien AUBERT, député du Vaucluse
Thibault BAZIN, député de Meurthe-et-Moselle
Valérie BEAUVAIS, députée de la Marne
Emilie BONNIVARD, députée de la Savoie
Valérie BOYER, députée des Bouches-du-Rhône
Xavier BRETON, député de l’Ain
Bernard BROCHAND, député des Alpes-Maritimes
Fabrice BRUN, député de l’Ardèche
Gilles CARREZ, député du Val-de-Marne
Jacques CATTIN, député du Haut-Rhin
Gérard CHERPION, député des Vosges
Dino CINIERI, député de la Loire
Pierre CORDIER, député des Ardennes
Olivier DASSAULT, député de l’Oise
Bernard DEFLESSELLES, député des Bouches-du-Rhône
Vincent DESCOEUR, député du Cantal
Julien DIVE, député de l’Aisne
Charles de la VERPILLIERE, député de l’Ain
Jean-Pierre DOOR, député du Loiret
Annie GENEVARD, députée du Doubs, et vice-président de l’Assemblée nationale
Philippe GOSSELIN, député de la Manche
Michel HERBILLON, député du Val-de-Marne
Patrick HETZEL, député du Bas-Rhin
Valérie LACROUTE, députée de Seine-et-Marne
Guillaume LARRIVE, député de l’Yonne
Marc LE FUR, député des Côtes-d’Armor et vice-président de l’Assemblée nationale
David LORION, député de la Réunion
Véronique LOUWAGIE, députée de l’Orne
Emmanuel MAQUET, député de la Somme
Olivier MARLEIX, député d’Eure-et-Loir
Jean-Louis MASSON, député du Var
Jérôme NURY, député de l’Orne
Jean-François PARIGI, député de Seine-et-Marne
Bérengrère POLETTI, député des Ardennes
Didier QUENTIN, député de Charente-Maritime
Nadia RAMASSAMY, députée de la Réunion
Robin REDA, député de l’Essonne
Frédéric REISS, député du Bas-Rhin
Jean-Luc REITZER, député du Haut-Rhin
Raphaël SCHELLENBERGER, député du Haut-Rhin
Jean-Marie SERMIER, député du Jura
Eric STRAUMANN, député du Haut-Rhin
Jean-Charles TAUGOURDEAU, député de Maine-et-Loire
Guy TEISSIER, député des Bouches-du-Rhône
Jean-Louis THIÉRIOT, député de Seine-et-Marne
Isabelle VALENTIN, députée de Haute-Loire
Patrice VERCHERE, député du Rhône
Arnaud VIALA, député de l’Aveyron
Michel VIALAY, député des Yvelines
Stéphane VIRY, député des Vosges
Eric WOERTH, député de l’Oise et président de la Commission des Finances